



## **Année bio 2023. Rétrospective et perspectives.**

Entretien entre David Herrmann, responsable du Centre de presse Bio Suisse, et Urs Brändli, président de Bio Suisse

### Seul le prononcé fait foi

*David Herrmann: De nombreuses personnes se sont demandé si Bio Suisse avait décidé de ne pas tirer de bilan cette année? Bien sûr que nous allons le faire! Après les très bons chiffres clés que nous avons publiés en avril, nous entendons aujourd'hui élargir nos horizons et aborder différents thèmes majeurs traitant de l'agriculture biologique.*

*Urs Brändli, bienvenue dans ce nouveau bâtiment impressionnant de Terraviva, ici à Chiètres. 2023 fut encore une fois une année très difficile, pour les producteurs et productrices confrontés à une chaleur record et à la sécheresse qui ont perduré jusqu'en octobre, mais aussi pour les consommateurs et consommatrices du fait de l'incertitude générale liée à l'inflation et à la hausse des prix. Comment se porte la fédération et ses 7'500 membres en ces temps agités?*

Urs Brändli: Même si je ne peux pas parler au nom de tout le monde, je dirais qu'elle se porte bien. Très bien même si l'on regarde nos chiffres du marché, auxquels nos agriculteurs et agricultrices bio ont largement contribué grâce à leur production. Malgré un moral des consommateurs-trices tempéré semble-t-il, le bio a connu une nouvelle année de hausse. Balz Strasser nous en dira plus tout à l'heure.

Quand j'observe la situation en interne, je suis fier de constater une chose:

- La fédération s'engage en faveur des valeurs bio qui comptent!
  - Elle dit non aux nouvelles techniques de génie génétique
  - Elle réaffirme son oui aux aliments fourragers 100 % Bourgeon suisses
  - Elle regarde vers l'avenir et intègre dans son giron sa 33<sup>e</sup> OM, à savoir l'organisation membre des preneurs de licence. Ce faisant, nous renforçons encore la responsabilisation des acteurs de la transformation et du commerce tout au long de la chaîne d'approvisionnement bio
  
- Par ailleurs, je suis ravi que les délégués aient adopté le document de principe sur l'égalité des droits entre les sexes.

Nous envoyons ainsi des signaux importants!

HED: Nous reviendrons plus tard sur les nouvelles techniques de génie génétique. J'aimerais encore ajouter quelques mots à propos de la fédération. Il y a bien sûr des sujets qui peuvent aussi apporter une ombre au tableau. Je pense notamment à l'affouragement des ruminants, qui provoque des remous notamment dans les Grisons, ou encore, comme on l'a vu récemment, à l'élevage des porcs bio, qui semble ne pas faire l'unanimité au sein de la branche.

UB: C'est exact. Je suis tout à fait conscient que tout n'est pas rose dans le secteur bio. Et oui, il y a des sujets qui font ressortir des divergences au sein même de la fédération et sur lesquels nous devons continuer à travailler. Il n'y a rien d'anormal à cela.

Au sein d'une fédération aussi hétérogène que Bio Suisse, tout le monde n'est pas toujours sur la même longueur d'ondes.

Je comprends que le développement de nos fermes bio est toujours un exercice difficile, parce que, au bout du compte, il doit être rentable. Mais l'agriculture biologique a dû constamment évoluer, et ce depuis ses débuts, à l'époque où elle était encore pionnière.

En dépit ou peut-être justement à cause des nombreux défis qui se dressent sur notre chemin, je suis convaincu que le succès du bio perdurera dans les années qui viennent. Et surtout parce que nous parvenons toujours à répercuter sur le marché les évolutions de notre Cahier des charges sous forme d'augmentation des prix – comme récemment pour le lait bio.

Cela montre également combien ces questions sont importantes aux yeux de nos clients et clientes. En effet, pour que les agriculteurs et agricultrices bio s'y retrouvent, les clients et clientes doivent supporter une part des plus-values que ces surcoûts représentent pour les fermes bio.

*HED: Tu vas avoir l'occasion d'apporter une contribution décisive à la réussite du bio. En avril, les délégués t'ont réélu président pour quatre ans. Quels sont les jalons que tu entends poser cours de cette période?*

UB: Je suis certes président de Bio Suisse, mais c'est uniquement en tant que communauté que fonctionne notre fédération. C'est pourquoi nous impliquons également un grand nombre de praticiens et praticiennes et de parties prenantes dans le débat actuel sur la stratégie.

Lors de la révision de notre stratégie «Avanti 2025», nous nous penchons sur la question suivante: Dans quelle direction le monde va-t-il vraisemblablement évoluer à horizon 2040 et quel rôle Bio Suisse peut-elle et est-elle en mesure de jouer d'ici là? Il s'agit là d'un processus passionnant. Ainsi, jeudi dernier, nous avons soumis nos idées et nos scénarios à un examen par la base dans le cadre d'un atelier.

En tant que fédération, nous souhaitons également poser d'autres jalons, ou plutôt ouvrir d'autres pistes:

- À savoir que nous souhaitons renforcer les partenariats avec le commerce de détail. En effet, nos succès sur le marché sont le meilleur gage pour assurer la pérennité de nos entreprises. Timo reviendra un peu plus tard sur ce point.
- Maintenir l'attrait de l'agriculture biologique pour la génération actuelle comme pour les suivantes, car le bio doit rester rentable à l'avenir. La différenciation et des prix équitables sont deux critères importants à cet égard.
- Promotion de l'agriculture biologique au niveau politique

***HED: Tu mentionnes la promotion de l'agriculture biologique suisse par la sphère politique. Qu'entends-tu par là exactement?***

UB: Jusqu'à présent, le développement du bio en Suisse a surtout bénéficié des partenariats solides noués avec le commerce de détail. Coop en particulier a reconnu très tôt la valeur du bio. Les fermes bio perçoivent certes des paiements directs de la Confédération en échange de leurs prestations. Mais une véritable promotion de l'agriculture biologique par la politique, à savoir une promotion qui reconnaisse la valeur du bio pour la nature et l'environnement et qui utilise de manière

ciblée l'agriculture biologique comme partie de la solution aux problèmes les plus divers, n'est mise en œuvre que de manière isolée en Suisse.

Sur ce point, la politique doit faire plus d'efforts.

- Ainsi, le bio et les autres labels certifiés qui respectent le Cahier des charges devraient bénéficier d'un allègement administratif  
-> un contrôle réussi donne droit à tous les paiements directs.
- Ou en ce qui concernant les achats: là où la politique (Confédération, cantons, villes) est responsable de l'approvisionnement, la qualité bio suisse devrait représenter au moins 20 % des achats.

**HED: Certains cantons et certaines villes montrent des pistes possibles.**

UB: Tout à fait. Par exemple, dans les cantons de Berne et de Lucerne, de vastes offensives pour la promotion du bio du champ à l'assiette sont en cours. Ou en ville de Zurich: à l'avenir, la qualité bio s'appliquera à 100 % des achats d'œufs frais et de lait. Ou encore à Bienne, qui, avec plus de 70 % de bio sur 21 sites, se classe en tête des villes suisses. Genève va exiger à l'avenir 20 % de qualité bio, et Lausanne 15 %. Dans le canton du Jura, l'objectif est de 25 %.

Il sera intéressant de voir si d'autres cantons, d'autres villes ou même la Confédération suivront.

**HED: Je crois comprendre en écoutant tes propos que le bio doit être davantage reconnu comme ce qu'il est depuis des**

*décennies, à savoir comme une partie de la solution. Est-ce correct?*

UB: Absolument. Bio Suisse, qui a été fondée il y a plus de 40 ans, donne depuis sa création un visage à l'agriculture biologique. Aujourd'hui, les agriculteurs et agricultrices bio, autrefois ridiculisés et traités de fous, ont gravi les échelons de l'échelle sociale pour s'installer dans la classe moyenne. Ils jouent un rôle important dans la défense d'un système agricole et alimentaire durable en Suisse. Les méthodes bio, quant à elles, sont de plus en plus répandues: les herses étrilles ont retrouvé le chemin des champs, les aliments sans colorants ni arômes ont le vent en poupe, etc.

*HED: Ces derniers temps, le bio a également fait l'objet de critiques acerbes. En tant que président de Bio Suisse, qu'as-tu ressenti?*

UB: Cela me stimule. À savoir, comme cela a pu stimuler les pionnières et pionniers d'autrefois: pour un environnement digne d'être vécu pour les humains, les animaux et les plantes. Aujourd'hui, le Bourgeon surclasse toute autre marque bio par la richesse de son offre. Quand on fait les comptes, on constate que le bio vaut son prix, même si son prix est si souvent critiqué. En effet, les produits bio représentent une grande partie des coûts réels et ces derniers ne sont pas répercutés sur le grand public.

Pour moi, le Bourgeon est également un méta-label: de la culture à la responsabilité sociale en passant par une transformation douce, il couvre tout. C'est un message que nous devons faire passer sans cesse et valoriser sur le marché.

Et avec tout cela, nous serions bien inspirés de poursuivre notre propre voie vers le bio.

*HED: Jetons un coup d'œil sur un sujet que tu as évoqué au début de notre entretien et qui sera de plus en plus débattu dans les prochains mois – je veux parler des nouvelles méthodes de génie génétique dans l'agriculture et de la manière dont elles vont devoir être régies. Prochainement, l'Association pour des aliments sans OGM publiera le texte de l'initiative. Que pense Bio Suisse des nouvelles techniques de génie génétique?*

UB: En avril 2023, nos délégués ont dit non à l'unanimité au génie génétique et ont adopté une résolution dans ce sens. Avec ce non, l'agriculture biologique se démarque clairement, tout en envoyant un message clair: plus le nombre de méthodes bio utilisées dans l'agriculture est élevé, plus notre sécurité alimentaire est garantie à long terme.

Le bio, c'est la vie. Nous sommes toutes et tous concernés. Quiconque souhaite renoncer aux OGM opte pour le bio. Et pour que cette liberté de choix reste garantie, nous avons besoin de règles claires avant d'autoriser les NGT (nouvelles techniques génomiques).

C'est pourquoi nous exigeons:

- La transparence: les plantes génétiquement modifiées doivent être contrôlées et identifiées comme telles
- La liberté de choix: nous voulons choisir ce que nous mangeons et les plantes que nous souhaitons cultiver dans nos champs en tant qu'agricultrice ou agriculteur.
- La protection: responsabilité en cas de dommages et de contaminations aux dépens des agricultrices et agriculteurs
- Pas de brevets sur les plantes et les animaux

Tant qu'il n'existe pas de réglementation propre pour la coexistence et la protection de l'homme, de l'animal et de l'environnement, le moratoire doit être prolongé.

***HED: La biodiversité est un autre sujet brûlant. Le 22 septembre, la population sera appelée à se prononcer sur l'initiative sur la biodiversité. Quelle est la position de Bio Suisse?***

UB: L'Assemblée des délégués de Bio Suisse a renoncé à toute recommandation de vote en avril 2024. Elle soutient ainsi la position du Comité de Bio Suisse en faveur du oui à l'initiative sur la biodiversité.

En Suisse, les exploitations bio dans leur ensemble exploitent plus de surfaces de promotion de la biodiversité que la moyenne. En renonçant à l'utilisation d'engrais et pesticides chimiques de synthèse, en respectant le sol et en pratiquant une rotation des cultures diversifiée, l'exploitation biologique a des effets positifs sur la diversité naturelle. Contrairement aux fermes conventionnelles, elles offrent, selon l'altitude, jusqu'à 70 % de surfaces proches de l'état naturel, jusqu'à 30 % d'espèces supplémentaires et jusqu'à 50 % d'individus en plus.

C'est ce que démontrent de nombreuses études scientifiques, dont celles d'Agroscope et du FiBL.